

Enseignement supérieur et recherche : fabriquer du commun

Depuis quelques mois, des mobilisations se sont développées dans l'enseignement supérieur et la recherche pour obtenir un budget à la hauteur des enjeux, pour défendre la liberté académique, refuser le projet de Key Labs pour le CNRS ou encore les évaluations négatives rendues par le Hcéres en nombre anormalement élevé pour les formations supérieures de la vague E. Les motifs d'inquiétude et de colère sont multiples, dans un contexte national et international qui, par ailleurs, ne cesse de se tendre.

Sur le plan budgétaire, le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) est particulièrement étranglé par le garrot de l'austérité financière au profit d'un subventionnement/financement public de l'ESR privé.

Alors que plus d'un quart des étudiant-es sont inscrit-es aujourd'hui dans des formations privées, souvent très lucratives, le scandale autour de Galileo a montré, s'il en était encore besoin, que le secteur privé, uniquement animé par la recherche du profit, offre bien peu de garanties en termes pédagogiques. L'université publique, parce qu'elle accueille tous les étudiant-es sans discrimination et sans recherche du profit, parce qu'elle est un lieu de production et de transmission de connaissances ouvertes à la controverse, où le débat a toute sa place, demeure indispensable pour lutter contre les idées reçues, les obscurantismes et de fait les autoritarismes.

La dissémination des idées réactionnaires et la montée des extrêmes droites en Europe et dans le monde, notamment aux États-Unis, se combinent avec une dérive autoritariste et ébranlent le modèle des démocraties occidentales. Sur le plan du savoir et des connais-

sances, ces pouvoirs s'appuient sur des discours antiscientifiques de moins en moins dissimulés et de plus en plus virulents. Les mesures de « Trump-Musk-Vance » contre la science et certains scientifiques aux États-Unis l'ont démontré.

Aujourd'hui, face aux attaques subies par le service public de l'ESR et à l'éclatement du paysage universitaire, il nous faut en réaffirmer les principes. Cela implique aussi son renforcement urgent par une loi de programmation budgétaire ambitieuse, des recrutements de personnel titulaire – enseignant-es, enseignant-es-chercheur-ses et Biatss – correspondant aux besoins, des moyens financiers pour que les établissements puissent fonctionner correctement.

Alors que les établissements expérimentaux dérogatoires au Code de l'éducation se sont multipliés, que l'université a été lourdement attaquée, avec des pans entiers de recherche et de formation fortement entamés voire détruits sur fond de disette budgétaire, il paraît urgent de revitaliser ce qui fait le sens de nos métiers en partant du terreau nécessaire de la démocratie, et spécialement de la démocratie interne, basée notamment sur la collégialité de l'élaboration des décisions et sur la liberté académique.

Comment (re)fabriquer du commun et développer une université répondant aux besoins fondamentaux de développement de connaissances et de pensée critique, seuls à même de permettre le recul des obscurantismes ? Quelles réponses syndicales apporter à la situation de l'université aujourd'hui ? Telles sont les questions que nous explorerons durant le congrès d'orientation à partir de trois thématiques déclinées ci-dessous. ■

Débat sur la recomposition du syndicalisme

Lors de son 11^e congrès, qui s'est tenu à Rennes en février 2025, la FSU a réaffirmé son mandat sur le « nouvel outil syndical » et posé un certain nombre de pistes de réflexion sur la recomposition du syndicalisme. Le temps de discussion prévu le jeudi matin lors du congrès donnera l'occasion de faire le point sur ces pistes. Le thème 4 issu du congrès de la FSU, qui aborde ces questions, est disponible en ligne : fsu.fr/wp-content/uploads/2025/02/theme_4_adopte-2.pdf.